

DÉLÉGATION "MONTAIGNE" RETOMBÉES MÉDIATIQUES



EUROPEAN LEADERSHIP NETWORK

Du 14 au 19 avril, ELNET organisait une délégation composée de chercheurs de l'Institut Montaigne, de journalistes et d'entrepreneurs. 4 articles ont été publiés au retour des participants.

LE FIGARO

Le Figaro : Israël, terre promise des start-up - *Marc Landré*

REPORTAGE - Le pays, qui fête ses 70 ans, a développé un système totalement orienté vers le développement technologique.

De notre envoyé spécial en Israël

Israël est le pays par excellence, entre autres, de l'innovation. Le pays, qui a fêté ce jeudi le 70e anniversaire de sa création, a développé en quelques décennies un écosystème tourné vers le high-tech d'une efficacité redoutable. Pas moins de 4,5 % de la richesse nationale (sans compter les crédits militaires) sont chaque année consacrés à la recherche et développement, et 350 multinationales, dont les plus grandes (Intel, Apple, Google, Samsung, General Electric, Orange...), y ont implanté des centres de recherche performants et interconnectés.

Pour preuve de sa vitalité, le pays compte ainsi 6000 start-up (une pour 1500 habitants, le meilleur ratio au monde) localisées en grande majorité dans la région de Tel-Aviv. Mais aussi 180 fonds de capital-risque, 22 incubateurs, 160 accélérateurs et 16 universités - dont l'impressionnant Technion de Haïfa et son campus de 15.000 étudiants, reconnu dans le monde entier, qui possède des antennes en Chine et aux États-Unis, et qui est à l'origine chaque année de la création de 80 start-up en moyenne - totalement connectées avec les mondes de l'entreprise et de la recherche.

Le poids de l'armée

«Plusieurs facteurs centraux expliquent qu'Israël soit devenu le pays de l'innovation dans tous les sens», avance Jérémie Kletzki, vice-président de Start-up nation central (SUNC), une ONG de 60 personnes installée à Tel-Aviv et dédiée au développement économique du pays. D'abord les dizaines de milliards de dollars investis chaque année par l'armée pour développer des technologies dont les ingénieurs qui les

ont inventées- souvent des jeunes qui effectuent leur service militaire - conservent le brevet pour les exploiter ensuite dans le civil. Mais aussi les interventions ciblées, dans certains secteurs stratégiques, du gouvernement.

«En France, ce sont des jeunes diplômés en commerce qui montent des start-up alors qu'ici ce sont des ingénieurs qui ont développé une solution concrète»

Jérémie Berrebi, hommes d'affaires

D'autres aspects, liés en partie à l'histoire du pays, tiennent plus à la mentalité des Israéliens. «En France, ce sont des jeunes diplômés en commerce qui montent des start-up alors qu'ici ce sont des ingénieurs qui ont développé une solution concrète», synthétise Jérémie Berrebi, gloire nationale qui a investi dans plus de 320 start-up depuis quinze ans et a monté en 2009 avec Xavier Niel, le patron de Free, le fonds Team adventure. Ce juif orthodoxe de 39 ans, qui a fait son alya en 2004, conseille aujourd'hui tant les patrons des plus grandes entreprises que les chefs d'État, au premier rang desquels... Emmanuel Macron.

Un marché mondial

«Il y a une culture de l'échec et du risque en Israël qui joue beaucoup», abonde Jérémie Kletzki, qui jure avoir «planté plusieurs millions de dollars dans des projets qui n'ont jamais abouti» sans s'être fâché avec personne. «C'est totalement assumé et fait partie du processus de création», ajoute ce Français de 40 ans qui a émigré il y a vingt ans en Israël. Une particularité à laquelle s'ajoutent d'autres traits de caractère comme «l'indépendance, le culot ou le travail en équipe».

Le Figaro : Israël, terre promise des start-up - *Marc Landré*

«Il n'y a pas de marché local en Israël, notre marché c'est le monde»

Jérémie Kletzkine, vice-président de Start-up nation central (SUNC)

L'argent, de surcroît, n'est pas un obstacle. «Si tu as un projet et une équipe, tu trouves sans problème un financement en Israël», assure Jérémie Kletzkine. À l'instar de Diane Abensur, PDG de NanoSynex, start-up du Technion de Haïfa qui développe un test ultrarapide de résistance aux antibiotiques et qui, sans avoir le moindre prototype à montrer, s'apprête à lever un premier million de dollars. «Je n'aurais pas pu avoir la même trajectoire en si peu de temps si j'étais restée en France», assure la jeune PDG qui s'est installée il y a un peu plus d'un an en Israël.

Les start-up israéliennes sont tellement prometteuses que les délégations de grands groupes du monde entier se pressent pour repérer ou acheter la pépite qui leur permettra de faire un bond technologique. «Les multinationales à la recherche de technologies pointues partent d'un besoin concret», confirme Jérémie Berrebi. Comme les groupes automobiles, intéressés aujourd'hui par tous les process tournant autour de la voiture autonome ou communicante. «Il n'y a pas de marché local en Israël, complète Jérémie Kletzkine, dont l'une des missions chez SUNC est de faire l'interface entre les grands groupes et les start-up du pays. Notre marché, c'est le monde.»

Un marché peu tourné vers les solutions «BtoC» (destiné au consommateur), mais vers des process «BtoB» (d'entreprise à entreprise) très technologiques. Les jeunes pousses dans la FinTech, la blockchain ou les cryptomonnaies ont également le vent en poupe. «Il y a chaque semaine de grosses sorties en Israël qui se chiffrent en dizaines ou centaines de millions, voire en milliards de dollars», rappelle Jérémie Berrebi. Toutes veulent avoir le destin de Waze, l'appli de navigation par GPS collaborative inventée par un chercheur israélien et aujourd'hui utilisée dans le monde entier, rachetée en 2014 par Google pour un peu plus d'un milliard de dollars...

Étudier en même temps le codage et le Talmud

Engagé dans plus de 320 start-up dans 26 pays et classé parmi les 10 investisseurs les plus influents en Europe, Jeremie Berrebi est également un talmudiste accompli qui consacre quatre heures par jour à l'étude des textes du judaïsme. «J'en ai besoin pour prendre les bonnes décisions d'investissement ou de gestion», explique l'homme d'affaires. C'est pourquoi il a lancé le 9 avril, avec Developers Institute, un organisme basé à Tel -Aviv qui enseigne le codage, la Torah Tech Institute. Il s'agit d'une «formation intensive» sur quatre mois pour commencer une carrière tech en Israël tout en se plongeant en profondeur dans l'examen des textes du Talmud et de la loi juive.

Du dimanche au jeudi, les élèves de la première session ont chaque matin des cours sur la Torah et chaque après-midi sur le développement Web ou mobile. Des ateliers de coaching et de networking seront également proposés chaque semaine pour doper les débouchés en emplois des étudiants à la fin du programme.

L'Opinion : Benjamin Netanyahu face au casse-tête syrien *Pascal Airault*

La principale inquiétude israélienne tient au renforcement de l'Iran et de ses proxys sous domination russe

Benjamin Netanyahu a exprimé dès samedi soir son «soutien total» aux frappes américaines, françaises et britanniques. Selon la radio publique israélienne, l'État hébreu a été informé à l'avance des frappes menées par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne.

Envoyé Spécial à Jérusalem

« Des dirigeants comme Kim Jong-un et Bachar al-Assad estiment que l'Occident est faible et que les menaces ne sont pas mises à exécution. Dans le cas syrien, le maître de Damas pensait aussi bénéficier d'un paratonnerre russe », résume un haut responsable du renseignement israélien. Autant dire que les frappes occidentales ont été accueillies favorablement en Israël. Elles ont permis de rappeler les lignes rouges même si on les considère comme essentiellement symboliques et coordonnées avec la Russie pour éviter les dégâts humains. « Il faut attendre pour voir si l'arsenal chimique a été détruit, se veut, prudent, un dirigeant du ministère des Affaires étrangères. Et ces destructions ne régleront pas le problème syrien qui est un désastre insoluble. Ce pays ne va pas se réunifier et se stabiliser dans les prochaines années. Il restera plongé dans une guerre sanglante ».

Peur iranienne. Pour les services secrets israéliens, la Syrie est devenue depuis trois ans - date de l'entrée de la Russie dans la guerre - le théâtre clé du Moyen-Orient. C'est la seule place dans le monde où il y a autant d'interactions internationales, régionales et locales. Ce qui s'y passe (exportation de la terreur, crise des réfugiés) affecte le monde, particulièrement l'atmosphère sociale et politique en Europe avec la montée des partis populistes.

La principale inquiétude tient au renforcement de l'Iran et de ses proxys sous domination russe : possibilité de construire une industrie de production de missile en Syrie et au Liban, de renforcer les capacités militaires ennemies sur l'axe Téhéran-Beyrouth avec un accès à la mer Méditerranée, d'avoir une présence permanente via les Gardes de la révolution et les milices chiïtes : environ 25 000 miliciens pro Damas se battent sur le territoire syrien dont 8 000 combattants du Hezbollah. L'armée israélienne travaille sur plusieurs scénarios d'agression, dont celui d'une attaque coordonnée venant des fronts Nord (Liban) et Est (Syrie) qui pourrait être rejoint par le Hamas au Sud. « Nous avons repensé la réponse en travaillant l'interaction entre le renseignement et les différentes composantes de l'armée (air, mer, terre), souligne Mike Herzog, général de réserve de Tsahal. Nous n'attendons pas comme en 2006 au Liban pour déployer nos forces terrestres et nous n'hésiterons pas frapper les infrastructures en cas d'attaque ». Tsahal adapte aussi son système de défense anti missiles pour parer à des attaques simultanées ainsi que des nouveaux missiles fournis par l'Iran. Ces adaptations nécessitent des investissements majeurs.

L'attention se porte sur deux régions. D'abord le Plateau du Golan, où le dispositif est renforcé. Du côté syrien, des djihadistes y affrontent des rebelles plus modérés. Israël soigne dans ses hôpitaux des combattants et fait de l'humanitaire, une manière de conserver un œil sur ce qui se passe de l'autre côté de sa frontière.

Mais « le nouveau lieu important est la frontière Syrie-Irak qui permet de contrôler le corridor Téhéran Beyrouth, indique le responsable du renseignement. Ghassem Soleimani, chef des Gardiens de la révolution, s'y est rendu récemment. Les milices chiïtes sont présentes des deux côtés de la frontière ».

L'Opinion : Benjamin Netanyahu face au casse-tête syrien ***Pascal Airault***

Pour le Mossad, le commandement iranien agit depuis ce théâtre. Tsahal se réserve le droit de frapper à tout moment les convois, les soldats et les équipements des milices chiïtes. Les risques d'escalade militaires sont importants.

« Nous allons travailler avec nos partenaires américains, européens et nos alliés régionaux pour changer le rapport de force sur le théâtre syrien, poursuit le responsable du renseignement. Il est devenu trop défavorable à nos intérêts ». Tsahal compte sur l'appui des Américains présents à l'est, notamment sur la base d'Al Tanf, pour couper le corridor Téhéran-Beyrouth. Mais c'est loin d'être acquis alors que Donald Trump a annoncé le retrait de ses troupes en Syrie. « Les équipes du président américain comprennent l'intérêt de rester sur la scène syrienne mais lui y est opposé », ajoute le responsable. Alors Israël se prépare à ce retrait et à une défaite de l'allié kurde au nord-est.

Le cynique Poutine. Pour Israël, la Syrie est une zone grise où Vladimir Poutine est le maître du temps et joue les arbitres dans la confrontation entre les grandes puissances et les pouvoirs régionaux. Certains craignent, comme le général Mike Herzog, que Moscou ne durcisse sa position au fur et à mesure de la stabilisation de la Syrie et s'oppose aux interventions de Tsahal. « La Russie joue un jeu cynique, estime-t-il. Elle manipule les parties ». Cela donne lieu à des situations surréalistes. « Les Russes nous disent qu'ils nous aiment et qu'ils condamnent les attaques contre Israël, poursuit le général. Mais, dans le même temps, ils vendent des armes qui se retournent contre nous, par exemple les défenses anti aériennes de Bachar al-Assad, et laissent partir des drones iraniens pour surveiller notre territoire ».

Selon la diplomatie israélienne, la Russie est partie pour rester un demi-siècle en Syrie après avoir signé des accords pour y maintenir ses bases aérienne et navale. Une nouvelle donne stratégique à prendre en compte.

Atlantico : Pour comprendre Israël, les Européens ont vingt ans de retard - *Edouard Husson*

Haïfa,
Le 22 avril 2018

Mon cher ami,

J'achève ce jour une semaine très dense de visites à des dirigeants politiques, militaires et économiques israéliens de haut niveau. Cela faisait un peu plus de deux ans que je n'avais pas visité Israël et mon impression est renforcée à chaque fois que je m'y rends: la plupart des responsables européens - les Russes constituent la plus évidente expression du contraire - ont des années voire des décennies de retard dans la compréhension du pays et de la société qui fêtait fièrement, cette semaine, le 70^e anniversaire de sa création.

Je vous écris du balcon de mon hôtel sur les pentes du Mont Carmel.

La chaleur est encore supportable en cette fin avril et la vue sur la mer est légèrement brumeuse. Cela n'empêche pas de constater la croissance vertigineuse du port, en moins de dix ans. Haïfa la provinciale met les bouchées doubles pour rattraper les autres métropoles du pays. Elle sait pouvoir compter sur la réputation mondiale du Technion, son université. Elle attire désormais, dans son parc industriel les plus grandes entreprises mondiales, à commencer par les GAFAs. La ville rêve d'un Moyen-Orient pacifié où son port verrait passer le commerce entre la Méditerranée et la Mésopotamie; elle se veut un modèle de coexistence entre Juifs et Arabes. Effectivement, c'est peut être à Haïfa que l'on entrevoit le futur de la « start-up nation », comme elle se désigne elle-même. Mais il est difficile pour l'instant de faire abstraction de la situation géopolitique.

Impossible entente avec les Palestiniens?

S'il est une question que les visiteurs européens posent systématiquement, c'est celle du conflit israélo-palestinien. Et pourtant, il est frappant de voir les interlocuteurs israéliens, même les citoyens arabes,

converger pour dire qu'ils n'entrevoient aucune solution de court terme. Il s'agit, selon tous mes interlocuteurs, d'administrer le statu quo. Les accords d'Oslo, qui occupent tant l'imaginaire européen, sont très loin déjà. Le texte relevait plutôt de la déclaration de principe.

Les deux parties n'ont pas réussi à en faire une réalité. Quand on leur pose la question, tous mes interlocuteurs accepte de parler de leurs échecs: les propositions de règlement des années 2000 ont été rejetées. Les Israéliens se sont retirés de la bande de Gaza mais les premières élections libres ont vu l'arrivée au pouvoir d'un mouvement islamiste.

A tout prendre, les Israéliens préfèrent la situation bâtarde qui caractérise la Cisjordanie: Ils coopèrent avec les forces de sécurité palestinienne. Il n'y a pas eu d'élection depuis 2006 et l'Autorité Palestinienne a intérêt au statu quo. Bien entendu, tout est suspendu à Mahmoud Abbas, à sa longévité. Mais mes interlocuteurs me disent « better the devil you know! »

Il y a quelque chose en effet dont mes amis israéliens semblent avoir encore plus peur, c'est la proposition de règlement que va produire Donald Trump. C'est l'occasion de citer Louis-Philippe: « Mon Dieu, gardez-moi de mes amis, je me charge de mes ennemis! ». Les Israéliens préféreraient infiniment un statu quo. Ils ne voient pas avec qui ils peuvent négocier. Avec le Hamas, c'est exclu. Et ni Mahmoud Abbas ni ses successeurs ne pourront faire aucune concession aux Israéliens, sous peine d'être accusés de trahison par « la rue arabe ». Ce qui dérange, en fait, tous les interlocuteurs, américains comme européens, c'est le fait que leurs interlocuteurs israéliens semblent préférer désormais un long statu quo à la recherche, qu'ils jugent vaine, d'un règlement territorial et politique avec les Palestiniens.

Atlantico : Pour comprendre Israël, les Européens ont vingt ans de retard - *Edouard Husson*

L'obsession iranienne

Les dirigeants israéliens n'ont jamais entendu un dirigeant arabe allié, qu'il soit égyptien, jordanien ou même, aujourd'hui saoudien, demander en arabe, ni à leur société ni à l'ensemble de ce que Nasser appelait « la nation arabe », d'accepter les inéluctables concessions sur la Palestine. Nous sommes dans une situation absurde mais provisoirement stable où l'Égypte, qui contribue au blocus de Gaza, et la Jordanie, qui est en partie un Etat des Palestiniens, encouragent Israël au statu quo tandis que l'Arabie Saoudite propose une alliance des Etats sunnites avec Israël pour contrer l'expansionnisme iranien.

Telle est l'obsession de tous mes interlocuteurs: l'Iran. C'est la menace n°1 à leurs yeux. Ils subissent le fait que les médias occidentaux, durant le dernier mois, se sont focalisés sur les tensions à la frontière avec Gaza; tandis que leur préoccupation majeure est la frontière du Nord. Celle où le Hezbollah, allié de l'Iran, son instrument même, est devenu une véritable armée, équipée de roquettes et missiles qui peuvent atteindre tout le territoire d'Israël. Les Israéliens ont gardé un très mauvais souvenir de la guerre de 2006, où ils s'étaient mal préparés à affronter le Hezbollah et où ils considèrent, en privé, qu'ils ont été inférieurs. Ils ne veulent pas se retrouver dans une situation d'infériorité à nouveau. Et ils ont beau être très fiers de leur technologie, ils savent que le « Dôme de Fer » ne doit pas devenir leur Ligne Maginot.

Au passage, mon cher ami, si vous voulez savoir ce qui s'est vraiment passé à Douma, apprenez qu'aucun de mes interlocuteurs ne m'a parlé de l' « attaque chimique »; en revanche tous se sont réjouis que les Occidentaux aient signifié, par leur attaque, qu'ils voulaient rester présents en Syrie, surtout les Américains. Si la crainte d'un plan de règlement américain avec la Palestine est redouté avec le sourire, en revanche le

gouvernement israélien jugerait tragique un retrait américain de Syrie. A la différence de beaucoup, ils prennent Trump au sérieux - comment ne pas apprécier l'homme qui réalise l'engagement américain, datant de quinze ans, de transférer l'ambassade américaine à Jérusalem? Et ils jugent possible que les USA se retirent de Syrie. Or cela les laisserait à la merci des Russes pour contrebalancer les Iraniens.

D'un côté, les Israéliens sont loin de tous les discours effarouchés sur la présence russe en Syrie. Elle relève pour eux des faits et ils sont persuadés que Poutine, à la différence de Trump, est dans la logique d'installer son pays dans la région pour très longtemps. D'un autre côté, les Israéliens n'aiment pas le fait que les Russes placent tous les belligérants sur un pied d'égalité. Ils concèdent que les Russes sont bien ceux qui sont capables de parler avec toutes les parties (Occidentaux, Assad, Iraniens, Hezbollah, Turcs, Kurdes). Mais ils subissent le fait que les Russes aient accepté une présence iranienne en Syrie, au-delà du Hezbollah. Et ils ne cessent de répéter à leur interlocuteur russe qu'ils se réservent de riposter contre toute provocation iranienne; et qu'ils ne préviendront le commandement russe qu'au dernier moment. Fanfaronnade? Pas quand on connaît les Israéliens, même s'ils reconnaissent qu'ils doivent ménager un pays qui pourrait bien établir un autre statu quo, au Nord, et que, pour leur démographie, l'afflux de Juifs de Russie ne peut pas se tarir.

Realpolitik et conservatisme

Ce qui déstabilise le plus un interlocuteur européen, et même américain, c'est l'absence totale d'invocation des principes dans la présentation des politiques menées. Les Israéliens se savent entourés de contrainte avec lesquelles ils doivent vivre. Et ils ne parlent que Realpolitik. Au-delà des dirigeants sunnites, ils connaissent l'hostilité de l'opinion publique arabe à leur égard.

Atlantico : Pour comprendre Israël, les Européens ont vingt ans de retard - *Edouard Husson*

La Turquie est devenue incontrôlable. La relation avec les Palestiniens a été stabilisée grâce à la construction d'un mur et la mise en place d'une sécurité de tous les instants, fondée sur le civisme, le service militaire, la réserve et une technologie de pointe. Les Israéliens subissent le fait que les Américains aient été, depuis des décennies, leur allié le plus constant - mais qui, comme ils le disent, « aggrave régulièrement les problèmes quand il veut les résoudre ». Ils se sentent au fond Européens mais ils doivent bien constater que peu nombreux sont les gouvernements européens qui les comprennent. La conviction que les Iraniens représentent une terrible menace ne les conduit pas pour autant à adopter une attitude géopolitique autre que défensive. La préoccupation israélienne, le dilemme, soixante-dix ans après la création de l'Etat, est en effet de ne pas compromettre l'extraordinaire essor du pays comme l'un des grands de la « troisième révolution industrielle ». Aujourd'hui, Israël ne dépend plus de personne économiquement sinon des marchés qui achètent sa technologie de pointe. Le pays a le plus fort nombre de start-ups par habitant au monde; il investit à peu de choses près autant que la Corée du Sud (4,5% du PIB) dans la recherche civile. L'essor de Haïfa est spectaculaire mais il faudra que je vous parle, quand nous nous verrons, de la croissance de Tel Aviv, du décollage de Beersheva ou même de cette extraordinaire aventure qu'est Jerusalem Venture Partners, l'un des fonds d'investissements les plus efficaces au monde dans les nouvelles technologies.

Je me suis trouvé sur place la semaine du Jour de l'Indépendance et du soixante-dixième anniversaire. Comment ne pas être ému par la liesse populaire, la fierté de cette petite nation capable de transformer le désert en terre fertile? Comment ne pas voir dans Israël comme le patriotisme est un puissant moteur pour le développement économique, pourvu qu'il soit canalisé par une éducation de tous les instants ? Comment ne verrais-je pas dans l'Etat d'Israël une référence pour les conservateurs du monde entier?

Mes interlocuteurs me l'ont souvent dit: vous autres Européens vous finirez par nous suivre et défendre votre modèle contre la violence et les faux-semblants. Comment, en effet, ne pas voir dans le massacre dans une boîte de nuit de Tel Aviv, en 2008, le précurseur de l'attentat du Bataclan? J'ai souvent repensé, durant ce voyage, au romantisme de ce Disraëli dont je ne possède aucun des talents, malgré l'homonymie, puisqu'il fut romancier et Premier Ministre. Benjamin le Grand avait anticipé sur le sionisme et ses extraordinaires succès. Il serait déçu, aujourd'hui, de voir qu'aucune entente n'a été possible avec le monde arabe. Et il reprocherait clairement aux actuels Israéliens, d'avoir si peu misé sur les chrétiens arabes pour en faire des alliés. Benjamin l'Ancien était fier de ses ancêtres juifs mais il pensait profondément que judaïsme et christianisme sont les deux rameaux d'un même tronc.

Je lui donnerai raison sur ce point: les grands absents de toutes mes conversations au plus haut niveau, ce sont les chrétiens. Aucune distinction, parmi les Arabes israéliens, entre musulmans et chrétiens quand les dirigeants israéliens en parlent; aucun regret que les guerres successives lancées par les Etats-Unis depuis 1990, aient largement contraint à l'exode les chrétiens d'Orient. Aucun regret formulé sur le fait que l'absence d'un tiers parti rend inéluctable le face à face tendu entre Juifs et musulmans. Evidemment, la situation est plus complexe: Jean-Paul II et Benoît XVI sont encore dans la mémoire de tous. Et les Israéliens se demandent quelle naïveté peut motiver le pape François à réclamer ainsi l'ouverture des frontières européennes. Mais, globalement, je me suis souvent demandé durant ces conversations si mes interlocuteurs, au fond, n'avaient pas besoin d'une tension permanente, qui maintient l'effort national à son plus haut degré d'intensité. Israël est le résultat impressionnant d'une tension féconde, d'un défi jeté à la face de la terre - et de Dieu! - par un peuple qui avait traversé deux millénaires d'isolement et de malheurs.

Institut Montaigne : Lettre d'Israël : une politique régionale au bord du gouffre - *Michel Duclos*

Tel Aviv a célébré dans la liesse le 19 avril le soixante-dixième anniversaire de l'indépendance d'Israël. Le feu d'artifice de la veille, ou la démonstration aérienne du jour de l'Indépendance ont mobilisé des foules apparemment insouciantes.

"Il semble que le conflit avec les Palestiniens ne figure plus au premier plan des préoccupations de la plupart des Israéliens."

Ce qui frappe le visiteur à vrai dire, à Jérusalem, Haïfa ou Tel Aviv, c'est justement un sentiment largement répandu de sécurité et de confiance dans l'avenir. La "marche du retour", organisée par le Hamas à la frontière de la bande de Gaza, a entraîné, du fait de la réaction de l'armée israélienne, la mort de plusieurs dizaines de Palestiniens. Pourtant, les règles d'engagement de Tsahal ne suscitent pas vraiment de trouble au-delà de certains milieux de gauche. Il semble que le conflit avec les Palestiniens ne figure plus au premier plan des préoccupations de la plupart des Israéliens. L'expansion des colonies, soutenue à fond par de puissantes minorités, est au moins tolérée par la majorité.

D'où vient cette mise à l'écart, dans la conscience collective, de la question palestinienne ? Sans doute les causes en sont multiples. L'une d'entre elle tient à la sophistication des moyens mis en œuvre – technologies de pointe à l'appui – pour contrôler les territoires palestiniens. Un autre facteur réside dans le spectaculaire succès économique d'Israël, et plus précisément dans le phénomène de la "start up nation" : les high tech (encore elles) fournissent 10 % des emplois ; elles ont de surcroît branché le pays sur la globalisation dans des proportions sans commune mesure avec ce qui se passait autrefois ; leur développement a donné naissance à tout un milieu passionné – la Silicon Wadi – qui vit une sorte de rêve éveillé. L'un de nos interlocuteurs nous a dit "l'économie d'Israël n'a plus besoin de la paix". C'est une façon d'observer que le taux de croissance du pays lui permet de consacrer toutes les ressources nécessaires à une gestion purement sécuritaire de la question palestinienne.

Sur le plan politique, M. Netanyahou est très affaibli par les procédures judiciaires qui le menacent. Cependant, la plupart de nos contacts estiment qu'il devrait prochainement provoquer des élections anticipées et les gagner. L'intérêt pour lui, dans cette manœuvre, ne serait pas de se procurer une immunité contre la justice – l'exécutif en Israël ne bénéficie pas de ce type de privilège –, mais de pouvoir laisser derrière lui le moment venu un successeur issu du Likoud.

"D'où vient aujourd'hui la menace à la sécurité d'Israël ? [...] La réponse est unanime : l'Iran"

Nous sommes toutefois en Israël. Les jours précédents la fête de l'Indépendance ont été consacrés au souvenir des victimes des différentes guerres et des attentats des décennies écoulées. Le pays s'est figé, à intervalles réguliers, au son des sirènes, pour commémorer les milliers d'Israéliens tombés d'une manière ou d'une autre face à l'ennemi. La préparation de la prochaine guerre reste évidemment une des priorités des autorités. Cela va au-delà d'un effort de défense qui demeure très important. Par exemple, un des grands hôpitaux de Haïfa déploie tout un dispositif pour être en mesure de transférer en sous-sol l'ensemble de ses équipements en cas de guerre. Le visiteur est donc conduit à s'interroger : d'où vient aujourd'hui la menace à la sécurité d'Israël ?

On trouve à Jérusalem et Tel Aviv des centres de recherche étoffés, peuplés d'experts dont des anciens cadres du Mossad et de l'armée, qui se consacrent à cette question. La réponse est unanime : l'Iran, et cela du fait, d'une part, de ses aspirations nucléaires, d'autre part, de son soutien aux milices chiites en Irak, au Liban (le Hezbollah) et en Syrie, et finalement du renforcement constant de sa présence, y compris militaire, en Syrie. C'est l'un des paradoxes de la situation : le premier ministre,

Institut Montaigne : Lettre d'Israël : une politique régionale au bord du gouffre - *Michel Duclos*

qui est obsédé par la menace nucléaire iranienne, incite M. Trump à sortir du JCPOA (accord nucléaire avec l'Iran) ; mais pour la majorité de l'establishment sécuritaire israélien, la sécurité immédiate d'Israël est mieux servie par le maintien du JCPOA et c'est surtout le vide laissé par l'État Islamique en Syrie, sur fond de désengagement américain de la région, qui offre une fenêtre d'opportunité aux Gardiens de la Révolution islamique.

"Si Jérusalem veut que la Russie tienne compte de ses "lignes rouges", les Israéliens doivent aussi accepter les lignes rouges russes. Celles-ci sont notamment le maintien en place d'Assad et la nécessité d'un certain niveau de présence iranienne"

Au défi iranien à sa frontière nord, Israël répond depuis plusieurs années par une politique dite de "lignes rouges" accompagnée d'une concertation étroite avec la Russie. Tsahal intervient régulièrement en Syrie en réaction à des transferts d'armes au Hezbollah, pour prévenir la constitution d'une menace directe aux approches du Golan ou encore pour contrer les tentatives iraniennes d'installer des bases permanentes. Ce sont là les trois principales "lignes rouges" israéliennes actuelles. Les incursions militaires d'Israël en Syrie ne sont possibles, au moins depuis 2015, que si la Russie laisse faire. D'où cet autre paradoxe : la sécurité d'Israël a besoin de la bonne volonté d'un partenaire, la Russie, qui par ailleurs est l'alliée de l'Iran en Syrie et renforce autant qu'elle le peut les défenses anti-aériennes du régime d'Assad.

L'espèce de connivence avec Vladimir Poutine dont se vante M. Netanyahu suscite chez les experts politico-militaires un mélange de respect et de scepticisme. Respect, car tout le monde admet qu'Israël n'a pas d'autre choix dans les circonstances présentes que de trouver un modus vivendi avec la puissance russe devenue sa voisine ; parce qu'aussi, les stratèges israéliens sont prêts à tirer les conséquences de cette nouvelle donne : si Jérusalem veut que la Russie tienne compte de ses "lignes rouges", les Israéliens doivent aussi accepter les lignes rouges russes. Celles-ci sont notamment le maintien en place d'Assad et la nécessité d'un certain niveau de présence iranienne. Toute la politique israélienne peut être interprétée comme un engagement à ne pas nuire à Assad et un espoir placé dans la Russie pour qu'elle finisse par poser des limites de plus en plus précises à la présence iranienne au fur et à mesure que le pouvoir d'Assad sera raffermi.

Dans cet esprit, nos interlocuteurs tiennent pour acquis la "victoire" du régime d'Assad, de même que le retrait américain du nord-est, et certains d'entre eux décryptent les récents événements dans la Ghouta notamment comme indicatifs d'une volonté russe de restaurer l'armée régulière syrienne au détriment des milices chiïtes. Plusieurs s'attendent à une offensive de l'armée syrienne et des Russes vers le Sud – en direction de la ville de Deraa – et prévoient que les autorités israéliennes s'en accommoderont, car ce serait une nouvelle avancée du régime et non de l'Iran.

"Le 9 avril, Tsahal a frappé à nouveau la base T4 (près de Homs), sans avis préalable aux autorités russes, et en visant pour la première fois directement des unités iraniennes."

Institut Montaigne : Lettre d'Israël : une politique régionale au bord du gouffre - *Michel Duclos*

Si scepticisme il y a, il se situe sur le plan de la doctrine : les lignes rouges sont par définition affichées et l'adversaire a donc beau jeu de s'y adapter, et, en fait, de les contourner. Il s'appuie aussi sur un constat : malgré les actions répétées de Tsahal, et toutes les garanties que M. Poutine a données (ou non d'ailleurs) au Premier Ministre israélien, le fait est que le Hezbollah dispose aujourd'hui d'un arsenal de missiles considérable, estimé à 140 000, et donc d'une capacité en cas de conflit de lancer 3 à 4 000 missiles par jour pendant des semaines sur les villes d'Israël. C'est le scénario qui hante les responsables israéliens : une troisième guerre avec le Hezbollah, cette fois impliquant l'Iran, qu'Israël finirait sans doute par gagner, mais avec des destructions et un nombre de victimes sans précédent dans l'histoire du pays.

Il n'est pas impossible d'ailleurs qu'un nouveau tournant ait été pris ces derniers jours dans l'affrontement d'Israël avec l'Iran et le Hezbollah. Le 9 avril, Tsahal a frappé à nouveau la base T4 (près de Homs), sans avis préalable aux autorités russes, et en visant pour la première fois directement des unités iraniennes. Peu auparavant, des photographies et des indications très précises avaient été rendues publiques par les Israéliens sur les installations militaires iraniennes en Syrie – comme pour adresser le signal "nous savons parfaitement ce que vous faites". Cependant, là aussi de façon inhabituelle, Moscou a condamné l'action israélienne et Vladimir Poutine a appelé Bibi Netanyahou. L'establishment militaire israélien, au moment où cette lettre est écrite, se prépare à une éventualité : l'Iran pourrait riposter à la frappe israélienne du 9 avril par une attaque de missiles touchant le territoire israélien.

"On ne peut qu'être frappé, bien sûr, par la place prise par la Russie dans les calculs israéliens"

C'est là bien sûr qu'il convient de rétablir le lien avec le dossier nucléaire : dans l'immédiat, une attaque iranienne contre Israël condamnerait Téhéran au mauvais rôle dans la partie engagée avec Washington et les Européens sur l'avenir du JCPOA ; à terme, l'accession de l'Iran à la bombe rendrait plus dangereuse encore pour Israël l'équation d'un équilibre à trouver avec le Hezbollah et l'Iran à ses portes. Si la menace venant des pays arabes s'est considérablement estompée, sauf sous la forme d'un djihadisme toujours présent à Gaza, dans le Sinaï et en Syrie, Israël est aujourd'hui engagée dans une autre forme de politique au bord du gouffre, avec l'Iran et ses épigones pour principal défi et la Russie pour principal partenaire. L'État juif ne peut plus compter sur la Turquie et comprend que l'Amérique se détourne, président après président, de son rôle d'arbitre actif dans la région. On ne peut qu'être frappé, bien sûr, par la place prise par la Russie dans les calculs israéliens, et au-delà des calculs, par l'espèce de fascination qu'éprouve l'élite israélienne pour les Russes. On n'en examinera pas ici les raisons. Notons cependant le décalage entre la perception israélienne d'une Russie "avec qui on peut s'entendre" et le durcissement qui a cours maintenant à l'égard de Moscou dans les capitales occidentales. Il serait important que ce décalage fasse l'objet d'un dialogue approfondi avec les Israéliens : ceux-ci ne sous-estiment-ils pas la volonté de confrontation globale avec l'Ouest qui détermine désormais la politique de M. Poutine ? Ne surestiment-ils pas la possibilité d'une différenciation des intérêts stratégiques russes et iraniens en Syrie, voire dans l'ensemble de la région ? Et pour prolonger ces deux questions : à supposer qu'Assad finisse effectivement par "gagner", la Syrie qu'il prétendra alors incarner ne sera-t-elle pas, du fait des modifications de sa démographie, des nouveaux équilibres internes qui y prévaudront, de l'influence qu'y exercera l'Iran, une Syrie irrémédiablement différente de celle qui assurait si bien autrefois la paix avec Israël ?



EUROPEAN LEADERSHIP NETWORK